

DEPARTEMENT DE L'AIN  
Arrondissement de Bourg-en-Bresse  
Canton de St Etienne-du-Bois



MAIRIE DE JASSERON

# AUTORISATION DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DE LA VOIRIE ANNUELLE 2025

**Monsieur le Maire,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2 et L. 2213-1 ;

**Vu** le Code de la Route, notamment les articles R 411-30 et R 411-31 modifiés ;

**Vu** l'arrêté du 24 Novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété ;

**Vu** la demande de l'entreprise SUEZ EAU France SAS, demeurant 309 Route de Lucenay – 69480 ANSE, agissant pour le compte de la commune, qui déclare pouvoir intervenir à tout moment sur divers réseaux et aménagement de voirie, dans le cadre de chantiers mobiles de toute nature et pour des travaux d'urgence, en cas de rupture de canalisations d'eau ou d'assainissement, pouvoir intervenir également lors de chantiers programmés en cas de non-retour de l'arrêté prévu à cet effet pour la réalisation de travaux neufs.

**Considérant** que par mesure de sécurité, il y a lieu d'interdire le stationnement et de réglementer la circulation des véhicules au droit des chantiers,

## ARRETE

### Article 1 :

L'arrêté n°2024-02 du 4 janvier 2024 est abrogé et est remplacé par le présent arrêté.

### Article 2 :

Du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025, l'entreprise SUEZ EAU FRANCE est autorisée à intervenir à tout moment sur divers réseaux et aménagement de voirie, dans le cadre de chantiers mobiles de toute nature et pour des travaux d'urgence, en cas de rupture de canalisations d'eau ou d'assainissement, pouvoir intervenir également lors de chantiers programmés en cas de non-retour de l'arrêté prévu à cet effet pour la réalisation de travaux neufs de la commune, dans le cadre de chantiers mobiles de toute nature et pour des travaux d'urgence.

### Article 3 :

La présente autorisation est accordée uniquement pour le domaine communal de Jasseron et sous réserve de l'application de l'arrêté de voirie n°2020-1 portant réglementation des interventions sur le domaine routier neuf, réaménagé ou rénové depuis moins de 3 ans, annexé.



**Article 4 :**

Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :**

Le passage des piétons devra s'effectuer en toute sécurité. Le livre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité et l'accès aux propriétés riveraines et aux véhicules de secours sera maintenu.

**Article 6 :**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état.

**Article 7 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage conformément à la réglementation en vigueur et ampliation sera adressée à Monsieur le Chef de la gendarmerie de Ceyzériat (01250), à Monsieur le Maire et à l'entreprise SUEZ EAU France SAS qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Jasseron, cette démarche ayant pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin, 69003 Lyon), par courrier ou par voie électronique au moyen de l'application *Télérecours citoyen* accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait à Jasseron, le 2 janvier 2025  
Pour le Maire et par délégation,  
Maxime BOUCHARD, Adjoint à la voirie

